

## MÉTRO D'ALGER

## Un million de passagers en un mois

**Le métro d'Alger, mis en service le 1<sup>er</sup> novembre dernier, a déjà transporté plus d'un million de passagers, a annoncé, hier, le P-dg de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), Aomar Hadbi, sur les ondes de la Radio nationale.**

Mis en service il y a tout juste un mois, sur une seule ligne, reliant la Grande-Poste à Hai El Badr, le métro a fait un bon démarrage, selon le premier responsable de l'EMA. La formule d'abonnement lancée le 16 novembre dernier, quant à elle, n'a visiblement pas encore connu de succès, puisque on n'a enregistré que 1 000 abonnés dont la majorité sont des étudiants.

L'EMA se fixe comme objectif d'atteindre les 7 000 abonnés sur cette unique ligne. «Nous comptons faire plus avec la mise en service de l'extension du tramway des Bananiers vers la station des Fusillés», a indiqué M. Hadbi.

Ce responsable a précisé que l'entreprise propose deux



Photo: NewPress

formules d'abonnement, hebdomadaire et mensuelle, aux voyageurs pour un prix respectivement de 540 DA et 1 820 DA.

Les voyageurs ont la possibilité avec ces abonnements d'effectuer un nombre illimité de

voyages. Par ailleurs, s'exprimant sur les fortes pluies qui se sont abattues sur Alger et qui se sont infiltrées dans certaines stations, le P-dg de l'EMA a souligné qu'aucun dégât n'a été enregistré. «L'eau s'est infiltrée

dans les stations du Jardin d'Essai et à Aïssat-Idir, mais c'était sans gravité.

Cela n'a pas perturbé le fonctionnement du métro et n'a eu aucune incidence majeure sur la sécurité des voyageurs», a-t-il

affirmé. Selon ce responsable, toutes les stations sont équipées de systèmes d'évacuation d'eau pour faire face à ce genre de situation.

Il a annoncé, sur un autre volet, la mise en service en 2015 des extensions Hai El Badr-El Harrach, Hai El Badr-Aïn Naâdja et Grande-Poste-place des Martyrs sur une distance de 17 km.

Evocant le tramway d'Alger, ce responsable a affirmé que les essais techniques sur le deuxième tronçon reliant le quartier des Bananiers, dans la commune de Mohammadia, à la rue des Fusillés, dans la commune de Hussein Dey, débiteront vers la fin du mois de décembre en prévision de sa mise en service effective.

Il a indiqué que le premier tronçon reliant Bordj El Kiffan aux Bananiers, inauguré en mai dernier, transporte 25 000 passagers par jour, dépassant de loin les prévisions de l'EMA qui tablait sur 15 000 passagers par jour.

Synthèse S. A.

LE 1<sup>er</sup> SALON NATIONAL DE L'INNOVATION SE TIENT MARDI ET MERCREDI

## Les inventeurs et producteurs novateurs à l'honneur

**Deux cents opérateurs économiques, chercheurs et inventeurs, dont 80 exposants, sont attendus au premier Salon national de l'innovation qui se tiendra les 6 et 7 décembre 2011 au Palais des expositions (Pins-Maritimes), à Alger.**

Organisé sous l'égide du ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement (MIPPI), ce Salon coïncide avec la tenue de la 15<sup>e</sup> édition de la Journée nationale de l'innovation et la 3<sup>e</sup> édition du Prix national de l'innovation pour les PME. Une triple manifestation voulue pour être l'occasion de promouvoir l'innovation en tant que moteur de la compétitivité, mettre en relation les industriels et entrepreneurs innovants, en quête continue de compétitivité, et permettre de valoriser les produits de la recherche et les inventions, voire encourager les inventeurs à protéger leurs créations tant au niveau national qu'à l'étranger. En ce sens, trois PME créatives et innovantes, parmi une

dizaine d'entreprises éligibles et à fort contenu technologique, seront récipiendaires du Prix national de l'innovation qui sera décerné à la clôture de ce Salon.

Egalement, trois inventeurs dont les brevets ont été déposés entre la fin octobre 2010 et le 1<sup>er</sup> novembre 2011 au niveau de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI)

et qui exposeront leurs créations, seront les bénéficiaires du Prix de la meilleure invention lors de la 15<sup>e</sup> Journée.

C. B.

## INVENTIONS

## Quatre brevets déposés à l'étranger en 2011

Quatre brevets d'invention ont été déposés par des inventeurs nationaux au niveau de l'organisation internationale de la propriété intellectuelle en 2011. Selon le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), les trois récipiendaires du Prix de la meilleure invention en 2010 ont déjà procédé au dépôt de leurs brevets à l'étranger, en vue de protéger leurs inventions.

Et d'autant que le dépôt des brevets d'invention à l'étranger garantit une bonne protection des droits et des créations. Et notamment au niveau national où l'on note, au niveau de l'INAPI et pour le premier semestre 2011, une augmentation

dans les demandes de brevets et les déclarations. Ainsi, la direction des brevets a réceptionné 456 demandes de brevets (trois certificats d'addition, 66 par voie classique dont 55 par des résidents et 12 par des non-résidents, et 387 demandes PCT), en hausse de 15,15% par rapport à l'année 2010. Les demandes de personnes physiques sont au nombre de 47 dont 34 de particuliers et 13 de chercheurs tandis que celles des personnes morales sont de 9 dont 5 par des entreprises, 3 par des universités et instituts et 1 par un CRD.

Les demandes les plus importantes sont celles dans le domaine de la santé,

avec 151 demandes, dans la chimie avec 118 demandes et dans la mécanique avec 105 demandes.

La majorité des demandes de brevets émanent des Etats-Unis (avec 97 demandes) et de la France (avec 74 demandes), tandis que les demandes pour l'Algérie sont au nombre de 56 brevets. Les demandeurs de brevets déposés par les Algériens représentent 12,28% du total des demandes, avec 17 demandes effectuées par des résidents de la wilaya d'Alger (soit 30,35%), 3 demandes pour la wilaya de Tipasa, 3 pour Tlemcen et 4 pour Constantine.

C. B.

## CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES DROITS DES HANDICAPÉS

## Les associations se mobilisent pour son application

**Les membres du mouvement associatif représentant les personnes handicapées ont été unanimes à déclarer, hier, que si la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées a été ratifiée par l'Algérie, son application sur le terrain nécessite une grande mobilisation.**

**F.-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Selon les membres de la Fédération nationale des handicapés moteurs, si les textes de loi existent et si la convention internationale est ratifiée par l'Algérie, ils sont loin d'être appliqués sur le terrain.

Ceci concernant, notamment, l'accessibilité et l'intégration des personnes handi-

capées dans la vie sociale. La fédération annonce, par ailleurs, le lancement d'un projet de mise en œuvre de la convention internationale en collaboration avec la Commission nationale consultative de protection et de promotion des droits de l'homme (CNCPPDH).

Pour cela, il a été constitué une plateforme composée d'associations représentant tous types de handicaps qui seront chargées d'activer en vue de sensibiliser les pouvoirs publics sur l'application des textes.

Les présents soulèveront encore une fois la problématique de l'accessibilité des personnes handicapées et leurs droits d'être intégrés dans la vie sociale. «Nous serons les interlocuteurs pour la mise en

œuvre de la convention et nous visons la sensibilisation et le renforcement des capacités des associations», a déclaré M. Madani Samir, membre de la Fédération nationale des associations des handicapés moteurs. Les associations présentes à la rencontre soulèveront, pour leur part, les difficultés vécues par des enfants handicapés et leurs familles quant à leur intégration à l'école. Ainsi, un nombre important d'enfants se retrouvent marginalisés et sans scolarité faute d'enseignants formés pour les prendre en charge au niveau des écoles publiques où leur inscription est refusée. Ces enfants, selon les experts, ont juste besoin d'être dirigés et ne nécessitent pas d'être inscrits dans des écoles spécialisées. «Ceci alors que l'école dite

«normale» n'est pas prête à les accueillir. Nous avons besoin que les enseignants soient formés», dira M<sup>le</sup> El Maameri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs. Elle notera aussi que l'école est dans l'obligation d'accepter ces enfants selon les textes de loi qu'il faut vulgariser et faire appliquer. «Nous exigeons l'application des normes aussi bien pour l'accessibilité, le transport que pour la scolarité», soulignera M<sup>le</sup> El Maameri. Les présents expliqueront, par ailleurs, que les aménagements des bâtiments et des différents espaces de vie ne demandent pas des travaux importants et doivent être respectés par les promoteurs et les initiateurs de projets.

F.-Z. B.